

*Enquête nationale 2006 auprès des entreprises sur la corruption au Cameroun :  
Rapport méthodologique*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

Transparency International  
(TI S)

Transparency International Cameroon  
(TIC)

**ENQUETE NATIONALE 2006 AUPRES DES ENTREPRISES  
SUR LA CORRUPTION AU CAMEROUN**

***RAPPORT METHODOLOGIQUE***

*Décembre 2005*



CENTRE DE  
RECHERCHE ET  
D'ETUDES EN  
ECONOMIE ET  
SONDAGE

CRETES Siège: Biyem - Assi Stade -Face CAMTEL -B.P. 30 494 Yaoundé 13 - Cameroun  
Tél. : (237) 231.83.42- Fax: (237) 231.02.83- E-mail : [cretes@icnet.cm](mailto:cretes@icnet.cm) ; [cretesconsultants@yahoo.fr](mailto:cretesconsultants@yahoo.fr) et  
[cretes20002001@yahoo.fr](mailto:cretes20002001@yahoo.fr) N° Statistique : 7 326 101 U

***Transparency International CRETES  
Décembre 2005***

---

## **TABLE DES MATIERES**

<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>2.- TACHES A EXECUTER</b>	<b>6</b>
2.1. Travaux préliminaires	6
2.2. Plan de sondage	6
2.2.1- Population concernée	6
2.2.2- Méthodologie d'échantillonnage et stratification	7
2.2.3- Taille et répartition de l'échantillon	9
2.3. Supports d'enquête	12
2.4. Enquête pilote	12
2.5. Formation	12
2.6. Enquête proprement dite	13
2.7. Traitement informatique	15
2.8. Analyse et Rapport	16
<b>3.- CALENDRIER DES ACTIVITES</b>	<b>17</b>
 <b>ANNEXES</b>	 <b>18</b>
Annexe 1 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON DES ENTREPRISES PAR PROVINCE, BRANCHE D'ACTIVITES ET CATEGORIES POUR L'ENQUETE PROPREMENT DITE	21
Annexe 2 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON DES ENTREPRISES PAR PROVINCE, BRANCHE D'ACTIVITES ET CATEGORIES POUR L'ENQUETE PILOTE	25
 <b>Annexe 3 : QUESTIONNAIRE</b>	 26
A- QUESTIONNAIRE VERSION FRANCAISE	27
B- QUESTIONNAIRE VERSION ANGLAISE	28
 <b>Annexe 4: MANUEL DE FORMATION</b>	 29
 <b>Annexe 5: SPECIMEN DES BADGES D'IDENTIFICATION</b>	 30

## **Annexe 6: PROJET DU PLAN OPERATIONNEL D'ANALYSE**

31

## **1. INTRODUCTION**

La corruption est un phénomène mondial dont l'ampleur au Cameroun est préoccupante depuis quelques années. Suite à la publication de deux rapports de Transparency International (TI) qui plaçait le pays aux premières loges des pays les plus corrompus de la planète, le Gouvernement a fait de ce fléau une des priorités de son action en créant un Observatoire National de Lutte contre la Corruption, structure centrale ayant des démembrements dans les structures décentralisées de l'Administration. Ainsi, des Cellules de Lutte contre la corruption ont été créées dans presque tous les Ministères, dans les entreprises publiques et les gouvernorats de provinces.

En 2003, dans le cadre de la revue « Conjoncture PME », le CRETES a réalisé une série de sondages auprès des chefs d'entreprises pour apprécier l'évolution de la corruption par cette catégorie d'acteurs et évaluer ses effets dans l'économie camerounaise. Il en ressort que malgré les efforts déployés par le Gouvernement, la campagne anti-corruption demeure inefficace selon les responsables des PME. Ceux-ci justifient cela inefficacité par cinq raisons essentielles :

1. la persistance de la corruption dans le secteur public ;
2. l'impunité des coupables ;
3. le souci des usagers de se faire servir le plus rapidement possible ;
4. le harcèlement des agents des impôts, de la douane et des forces de l'ordre dans le but de monnayer leurs services ;
5. « l'institutionnalisation » de la corruption dans le pays.

Quant à la progression du phénomène, les responsables des PME affirmaient à cette époque que la situation s'était détériorée par rapport à il y a trois ans.

Ces données, bien qu'intéressantes pour percevoir le problème, ne sont pas suffisantes si l'on veut bâtir des indicateurs nationaux sur la corruption. Seule une enquête ciblée comme la présente pourra donner des informations fiables sur l'ampleur du phénomène au niveau national.

Aussi, l'enquête nationale sur la corruption de TI vise-t-elle de manière générale à :

- ◆ décrire la nature, l'étendue, et la fréquence des phénomènes de corruption au Cameroun et de réunir des éléments de connaissance factuelle et objective ;
- ◆ sensibiliser le public sur la corruption ;
- ◆ aider les sections nationales de TI au Cameroun à repérer les zones à problème, à définir les priorités, à cibler et à participer à la conception de stratégies nationales pertinentes de lutte contre la

corruption ;

- ◆ fournir des données de base pour le suivi. ;
- ◆ fournir des données comparables entre les pays ;
- ◆ fournir une base factuelle d'information pour la réalisation d'une étude nationale du système d'intégrité.

Le sondage réalisé auprès des entreprises vise à évaluer les perceptions et l'expérience des représentants du secteur privé formel du pays à l'égard de la nature, de l'étendue et de la fréquence des phénomènes de corruption dans le monde des affaires et son impact sur l'environnement économique et le développement du secteur privé.

Aussi, s'agit-il essentiellement d'évaluer :

- ◆ la manière dont la corruption est vécue par les entreprises (nature, fréquence, expérience, coûts) ;
- ◆ l'impact de la corruption sur les entreprises selon leur taille, secteur économique, et nature ;
- ◆ l'expérience de la corruption dans la classe politique ;
- ◆ les secteurs et services publics et administratifs où la prévalence de la corruption risque d'être particulièrement élevée ;
- ◆ l'expérience particulière de la corruption dans la passation des marchés et l'exécution des contrats publics ;
- ◆ les comportements, motivations, et causes de la corruption chez les corrupteurs et corrompus ainsi que le niveau d'acceptabilité des différentes pratiques ;
- ◆ le niveau de confiance des milieux d'affaires dans les mécanismes de plaintes et leurs perceptions à l'égard des risques de la corruption et de l'application effective des sanctions.

La réalisation de cette enquête passe par l'exécution des tâches suivantes :

- ◆ Travaux préliminaires
- ◆ Plan de sondage ;
- ◆ Support d'enquête
- ◆ Enquête pilote ;
- ◆ Formation
- ◆ Enquête proprement dite
- ◆ Traitement informatique
- ◆ Analyse et Rapport

## **2.- TACHES A EXECUTER**

### **2.1. Travaux préliminaires**

Pendant cette 1<sup>ère</sup> phase, les tâches suivantes seront effectuées :

- constituer la base de sondage ;
- définir une stratégie efficace de collecte des données ;
- affiner la méthodologie de collecte des données et les différentes approches de collecte des données sur le terrain
- finaliser, affiner et développer davantage le plan de sondage de l'enquête, notamment les aspects relatifs au plan d'échantillonnage ;
- adapter le projet de support de collecte au contexte national ;
- traduire le projet de support de collecte des données en langue anglaise ;
- définir le profil des enquêteurs ;
- élaborer un manuel de formation des superviseurs et enquêteurs ;
- préparer la formation des enquêteurs ;
- réaliser le dossier informatique: masque de saisie, programme de contrôle, programmes provisoires de traitement ;
- arrêter définitivement l'organisation et la planification des opérations.

La réalisation de cette phase de la Mission est bouclée par la rédaction du présent rapport, dénommé « **Rapport méthodologique** », lequel est soumis à l'approbation de TI.

### **2.2. Plan de sondage**

#### **2.2.1- Population concernée**

La population concernée par ce sondage est constituée des entreprises formelles du secteur moderne privé : les entreprises informelles (celles qui ne disposent pas de Registre de Commerce) et celles du secteur moderne public ou parapublic ne sont pas concernées.

Cette population est subdivisée en deux catégories :

- ◆ Grandes Entreprises : celles qui emploient au moins 250 personnes ;
- ◆ Petites et Moyennes Entreprises (PME) : celles qui emploient moins de 250 personnes, au sein de laquelle on distingue : (a) les moyennes entreprises (employant de 21 à 249 personnes) ; les petites entreprises (de 6 à 20 personnes) et les micro entreprises (de 1 à 5 personnes).

Ces entreprises sont regroupées par branches d'activités, à savoir :

1. Commerce de gros ;
2. Service aux ménages ;
3. Transports ;
4. Hôtel et Restaurant ;
5. Service aux entreprises ;
6. Agro-Industrie ;
7. Banques et Assurances ;
8. Boulangeries ;
9. Fabrication mécanique et électrique ;
10. Transformation des matières plastiques ;
11. Imprimerie et Industrie du papier ;
12. Transformation du bois ;
13. Industrie chimique ;
14. Bâtiments et Travaux Publics (BTP) ;
15. Sylviculture ;
16. Service non marchands ;
17. Textile et Cuir
18. Autres.

### **2.2.2- Méthodologie d'échantillonnage et stratification**

Il s'agit ici d'un **sondage stratifié à plusieurs paliers**. L'on sélectionnera respectivement :

- Toutes les Provinces sont concernées au premier palier ;
- Toutes les Branches d'activités sont concernées au second palier ;
- Toutes les catégories d'entreprises sont concernées au 3<sup>ème</sup> palier ;
- et des Entreprises sont sélectionnées au 4<sup>ème</sup> palier.

Le principe à chacun des paliers consiste à regrouper les unités à sélectionner selon des variables dont la répartition au sein de l'échantillon, en cas de tirage probabiliste non structuré, ne va pas être fidèle à la situation dans la population cible.

Une fois les unités à échantillonner structurées selon le critère pertinent à un palier quelconque, le tirage de l'échantillon dudit degré est effectué sans remise jusqu'à épuisement du quota affecté à la strate concernée.

#### **1- Sélection des Provinces**

Cette enquête étant nationale, toutes les dix Provinces du Cameroun seront couvertes. La taille de l'échantillon global sera répartie proportionnellement au poids en terme de nombre d'entreprises de chaque Province. L'effectif minimal

d'entreprises à enquêter par Province est de 5 qui est le minimum statistique acceptable.

## **2- Sélection des branches d'activités**

Toutes les branches d'activités seront couvertes. La taille de l'échantillon global sera répartie proportionnellement au poids de chaque branche. L'effectif minimal d'entreprises à enquêter par branche d'activités est de 5 qui est le minimum statistique acceptable.

## **3- Sélection des Catégories d'entreprises**

Toutes les Catégories d'entreprises sont concernées. Par branche d'activité, l'on enquête toutes les Grandes Entreprises. Pour ce qui est des PME, la taille de leur échantillon se fait par déduction de l'effectif des Grandes Entreprises de la branche, par rapport à la taille globale de l'échantillon de la branche.

## **4- Sélection des entreprises**

Les entreprises sont sélectionnées à l'intérieur de chaque branche d'activités, distinguée selon la Province et la Catégorie.

**Critère :** La méthode adoptée pour le choix des entreprises est celle du choix au hasard par un tirage systématique sur une liste numérotée. Le tirage est indépendant à l'intérieur de chaque Branche d'activité et de chaque Province. La base de sondage est constituée par le répertoire des entreprises de l'Institut National de la Statistique (INS), du CRETES et de la Chambre de commerce (CCIMA).

**Quota :** Par branche d'activité, l'on enquête toutes les grandes entreprises. Si  $N_g$  est le nombre d'entreprises formelles du secteur moderne privé de plus de 250 salariés, l'on aura la répartition suivante :

<b>Catégorie d'entreprise</b>	<b>Effectif</b>
Grandes entreprises du secteur privé	$N_g$
Petites et moyennes entreprises du secteur privé (PME)( $N_m$ )	$N_m = 800 - N_g$
Total	800

**Tirage :**

- ◆ L'enquête est exhaustive auprès des Grandes Entreprises (Ngs) de chaque branche d'activités.
- ◆ Pour les PME :
  - L'on convient de répartir l'échantillon dans toutes les 10 provinces du pays en respectant autant que possible la répartition de l'effectif total par Province dans la base de sondage.
  - L'on numérote les entreprises de 1 à Nms, Nms correspondant au nombre total d'entreprises pour un secteur donnée après soustraction du nombre d'entreprises de grandes entreprises; afin d'assurer une stratification implicite de l'échantillon.
  - L'on effectue un tirage systématique de Nms (= Ns-Ngs) à enquêter par branche d'activités.

**Personnes à interviewer :** Au sein de chaque entreprise, la personne à interviewer est Directeur Général, le chef de l'unité de production, le Directeur Administratif et Financier, le Directeur Commercial ou le Directeur des Achats.

### **2.2.3- Taille et répartition de l'échantillon**

L'échantillon de l'enquête, tel qu'indiqué par Transparency International, est constituée de 800 entreprises formelles du secteur moderne privé. Cet échantillon se répartit ainsi qu'il suit par Province et par branche d'activité :

**Enquête nationale 2006 auprès des entreprises sur la corruption au Cameroun : Rapport méthodologique**

En valeur absolue, on obtient la répartition suivante :

BRANCHES	ADAMAOUA	CENTRE	EST	EXTREME NORD	LITTORAL	NORD	NORD OUEST	OUEST	SUD	SUD OUEST	TOTAL
Commerce de gros	8	75	7	8	97	8	8	15	8	7	241
Service aux ménages	4	42	4	4	49	5	4	8	4	5	129
Transports	3	16	2	3	31	2	3	5	3	3	71
Hotel restaurant	2	23	2	2	30	2	2	4	2	3	72
Service aux entreprises	2	15	1	2	28	1	2	3	2	1	57
Agro-Industrie	2	6	1	2	18	-	2	3	2	1	37
Banques et assurances	1	3	1	1	16	1	1	3	1	1	29
Boulangeries	1	30	1	1	12	1	1	2	1	1	51
Fabrication/mécan./élect.	1	5	1	1	6	1	1	1	1	1	19
Transformation/matière plastiques	-	2	1	-	4	1	-	1	-	1	10
Imprimerie/industri/papier	-	2	1	-	6	1	-	1	-	1	12
Transformation du bois	1	2	-	-	6	-	-	1	1	-	11
Industrie chimique	-	3	-	-	4	-	-	2	-	-	9
BTP	-	4	-	-	7	-	-	1	-	-	12
Sylviculture	-	3	1	-	4	-	-	-	-	-	8
Service non marchands	-	0	-	-	2	-	1	-	-	-	3
Textile et Cuir	-	5	-	-	3	2	-	-	-	-	10

*Enquête nationale auprès des entreprises sur la corruption 2005 au Cameroun : Rapport méthodologique*

Autres	-	14	2	1	2	-	-	-	-	-	19
TOTAL	25	250	25	25	325	25	25	50	25	25	800

### **2.3. Supports d'enquête**

La collecte des données va se faire à l'aide d'un questionnaire. Ce choix est celui de Transparency International qui a fourni le projet de questionnaire, lequel a subi des modifications pendant la phase des travaux préliminaires et a été finalisé à l'issue de l'enquête pilote. Le projet de questionnaire aménagé se trouve en annexe.

### **2.4. Enquête pilote**

(Voir rapport opération pilote)

### **2.5. Formation**

La formation est une étape cruciale et décisive dans tout plan de sondage. Elle permet d'une part de faire en sorte que tous ceux qui participent à l'exécution proprement dite, à savoir les superviseurs et enquêteurs, aient la même compréhension des objectifs poursuivis. D'une manière générale, la formation des superviseurs et enquêteurs a pour but de :

- ⇒ préciser les qualités et techniques particulières nécessaires à la réussite de l'opération ;
- ⇒ expliquer en détail les supports d'enquête (questionnaires) afin de s'assurer que les questions retenues ont la même signification pour tous les intervenants ;
- ⇒ préciser la méthodologie de collecte des données et les différentes approches de l'enquête ;
- ⇒ présenter l'organisation de l'opération, son calendrier et le système de contrôle mis en œuvre ;
- ⇒ minimiser les biais d'observation; etc.

Les informations collectées lors de l'enquête pilote seront fort utiles à la réalisation de cette formation qui se déroulera en un seul temps et concernera aussi bien les Superviseurs que les Enquêteurs. Elle se fera au siège du CRETES et sera animée par le Chef de mission, le Superviseur Technique National et le Statisticien d'enquêtes. Y prendront part les représentants du Client (TI-C )

Pour faciliter les séances de formation, un manuel est élaboré et sera utilisé comme support de cours. Celui-ci vise à donner aux enquêteurs et aux Superviseurs les indications précises sur la manière de se comporter et de conduire efficacement les opérations de terrain. Il précise le contexte général et les objectifs de l'enquête, l'organisation du travail, les règles fondamentales d'interview, les responsabilités administratives et techniques des uns et des autres, etc. Le manuel du superviseur et de l'enquêteur est un document important dont l'enquêteur doit se référer quotidiennement et à tout moment

en cas de nécessité. Il sert également de guide aux Superviseurs dans leurs tâches d'enquête, de contrôle et d'encadrement. Le projet de Manuel de formation se trouve en annexe ; il sera finalisé après l'enquête pilote.

## **2.6. Enquête proprement dite**

Après la finalisation des questionnaires, les ajustements méthodologiques et la formation des enquêteurs, des contrôleurs et des superviseurs, les équipes d'enquête vont descendre sur le terrain pour la collecte effective des informations selon les prescriptions et indications données ci-dessus.

a) L'enquête proprement dite va mobiliser les ressources suivantes:

- ◆ un Superviseur Technique National ;
- ◆ deux Superviseurs
- ◆ et des Enquêteurs.

### ⇒ **Le Superviseur Technique National**

Les opérations de collecte des données sur le terrain sont placées sous la responsabilité directe du Superviseur Technique National, en la personne de M. ITAMBE HAKO Prosper, Ingénieur Statisticien Economiste.

### ⇒ **Les Superviseurs**

Cette enquête nationale va mobiliser dix équipes, soit une équipe par Province.

Les Superviseurs que le CRETES mobilise pour cette opération sont des diplômés de l'Enseignement Supérieur (Economistes et spécialistes des Sciences humaines) qui jouissent d'une assez longue expérience dans la conduite et la Supervision des enquêtes. Les personnes concernées sont les suivantes:

Les tâches assignées à chaque Superviseur sont les suivantes :

- coordonner l'ensemble de l'opération ;
- organiser et planifier le travail ;
- former les enquêteurs ;
- contrôler l'effectivité de l'enquête sur le terrain ;
- enquêter certaines entreprises ;
- contrôler les questionnaires et les valider après avoir effectué des tests de cohérence ;
- assurer l'intendance ;
- exécuter autres tâches à lui assignées par le Superviseur Technique

National.

⇒ **Les Enquêteurs**

Ceux-ci seront recrutés en tenant compte de leur compétence et de leur expérience requises pour ce genre d'enquêtes. A titre indicatif, cette enquête va mobiliser environ 32 enquêteurs. Les enquêteurs seront recrutés en tenant compte de leur compétence et de leur expérience requise pour ce genre d'enquêtes. Les enquêteurs seront chargés :

- de rechercher les entreprises à enquêter sur le terrain ;
- et les enquêter.

Aussi, 44 personnes seront-elles mobilisées sur le terrain, soit 12 Superviseurs et 32 Enquêteurs. La répartition par Province est la suivante :

<b>Provinces</b>	<b>Nbre de Superviseurs</b>	<b>Nbre d'Enquêteurs</b>	<b>Ensemble de ressources</b>	<b>Taille de l'échantillon</b>
Adamaoua	1	1	2	25
Centre	2	10	12	250
Est	1	1	2	25
Extrême-Nord	1	1	2	25
Littoral	2	13	15	325
Nord	1	1	2	25
Nord-Ouest	1	1	2	25
Ouest	1	2	3	50
Sud	1	1	2	25
Sud-Ouest	1	1	2	25
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>32</b>	<b>44</b>	<b>800</b>

**b) Mobilisation des ressources humaines et matérielles**

Après la séance de formation, une copie de la lettre de recommandation de TIC sera remis à chacune des personnes ressources de l'enquête (Superviseurs et enquêteurs) en vue de leur mise en règle avec les formalités administratives et policières durant la mission. Les enquêteurs porteront un badge dûment signé, dont les inscriptions rappelleront : **(i)** le titre de l'enquête ; **(ii)** le commanditaire ; **(iii)** la Province de compétence ; **(iv)** les délais d'exécution.

**c) Contrôle**

Pendant la collecte des données sur le terrain, les enquêteurs seront en contact régulier avec leurs Superviseurs, au travers notamment des réunions régulières portant sur l'état d'avancement de l'enquête. Celles-ci visent

plusieurs objectifs : **(i)** se rassurer de l'effectivité de l'enquête et de son évolution, **(ii)** s'entretenir avec les enquêteurs et résoudre les problèmes rencontrés et enfin **(iv)** récupérer les questionnaires déjà disponibles et contrôler la qualité des réponses.

En plus des contrôles d'effectivité, les Superviseurs vont effectuer des contrôles de cohérence des questions au cours des séances d'évaluation ; en cas d'incohérence, les enquêteurs concernés seront renvoyés sur le terrain pour reprendre l'interview.

La réalisation de cette phase de la Mission sera bouclée par la rédaction d'un rapport, dénommé « **Rapport de collecte des données** ».

## **2.7. Traitement informatique**

Après la réalisation de l'enquête proprement dite, la phase de traitement informatique va se dérouler en trois phases :

### ***a) Dépouillement et codification***

Le traitement informatique de l'opération commence par un dépouillement des questions ouvertes (10% des questionnaires de chaque Province), qui se fera au siège du CRETES sous la supervision de l'informaticien. Ce travail permettra de finaliser la grille de codification (confectionné après la phase pilote) en vue de la codification des questionnaires. La prise en compte des nouvelles modalités des questions ouvertes assurera une mise à jour définitive des programmes de traitement.

### ***b) Saisie des données***

Les programmes de saisie et de contrôle seront installés sur plusieurs postes de travail. Un contrôle aléatoire sera effectué sur les fichiers de chaque opérateur chaque jour par l'informaticien, et éventuellement un contrôle exhaustif si des erreurs significatives sont détectées ; les corrections appropriées sont apportées en cas de besoin.

### ***c) Tabulation***

Les fichiers de données sont regroupés par concaténation dans un seul fichier. Cette opération permet à l'informaticien de sortir les tableaux de fréquences pour les variables qualitatives, les tableaux de moyennes pour les variables quantitatives et tous les tableaux croisés en fonction du plan opérationnel d'analyse élaboré par le Chef de mission.

En réalité, l'exploitation démarre par un tri à plat de toutes les variables, la

détection des erreurs éventuelles de saisie et de programmation et enfin l'édition des tableaux sous EPI6 version 2002.

Cette phase sera supervisée par M. TSOPGNI Emmanuel, Informaticien ; elle renferme plusieurs étapes exécutées ainsi qu'il suit :

<b>Etapes</b>	<b>Exécution</b>	<b>LIEU</b>
- Vérification des questionnaires	- Superviseurs Provinciaux	Terrain
- Validation des questionnaires	-Superviseurs Provinciaux	Terrain
- Dépouillement des questions ouvertes	- Ressources du CRETES	Siège du CRETES
- Confection de la grille de codification	- Ressources du CRETES	Siège du CRETES
- Codification des questionnaires	- Ressources du CRETES	Siège du CRETES
- Saisie des questionnaires	- Ressources du CRETES	Siège du CRETES
- Contrôle de saisie	- Informaticien	Siège du CRETES
- Programmation	- Informaticien	Siège du CRETES
- Apurement du fichier	- Informaticien	Siège du CRETES
- Tabulation	- Informaticien	Siège du CRETES

## **2.8. Analyse et Rapport**

Toutes les informations collectées dans le cadre de cette opération seront exploitées et analysées. Cette partie comporte plusieurs étapes :

1. Confection du plan opérationnel d'analyse ;
2. Analyse;
3. Saisie ;
4. Centralisation de l'analyse ;
5. Mise en forme et finalisation.

Cette phase va mobiliser les ressources suivantes :

<b>Etapes</b>	<b>Exécution</b>	<b>Qualité</b>
Confection plan d'analyse	-MONKAM André -ITAMBE HAKO Prosper	-Chef de Mission -Superviseur Technique National
Analyse	- MONKAM André - ITAMBE HAKO Prosper - TCHAMDA Claude	- Chef de Mission - Superviseur Tech. Nat. - Spécialiste des Enquêtes
Centralisation de l'analyse	- MONKAM André	- Chef de Mission
Mise en forme et finalisation	- TSOPGNI Emmanuel	- Responsable du Dossier au CRETES

Le plan opérationnel d'analyse de cette étude sera soumis à l'approbation de TI.

### 3.- CALENDRIER DES ACTIVITES

*(Semaines à compter du début de la mission)*

Activités	Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4
	Sem.1	Sem.2	Sem.3	Sem.4	Sem.5	Sem.6	Sem.7	Sem.8	Sem.9	Sem.10	Sem.11	Sem.12	Sem.13
Travaux préliminaires	■												
Enquête pilote		■	■										
Formation				■									
Enquête proprement dite					■	■	■						
Traitement informatique								■	■				
Analyse et Rapport provisoire										■	■		
Réactions du Client												■	
Finalisation du rapport provisoire													■

#### Délais de soumissions des rapports

Rapports	Date
1. Rapport initial (Rapport méthodologique)	Fin 1 <sup>ère</sup> Semaine de la Mission
2. Rapport d'exécution l'enquête pilote	Fin 4 <sup>ème</sup> Semaine de la Mission
3. Rapport de collecte des données	Fin 8 <sup>ème</sup> Semaine de la Mission
4. Rapport provisoire de l'étude	Fin 11 <sup>ème</sup> Semaine de la Mission

# **ANNEXES**





**Enquête nationale 2006 auprès des entreprises sur la corruption au Cameroun : Rapport méthodologique**

**Annexe 1 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON DES ENTREPRISES PAR PROVINCE, BRANCHE D'ACTIVITES ET CATEGORIES POUR L'ENQUETE PROPREMENT DITE**

*Tableau a : Répartition des autres entreprises par branches: enquête grandeur nature*

BRANCHES	ADAMAOUA	CENTRE	EST	EXTREME NORD	LITTORAL	NORD	NORD OUEST	OUEST	SUD	SUD OUEST	TOTAL
Commece de gros	8	72	7	8	80	8	8	14	8	7	220
Service aux ménages	4	40	4	4	40	5	4	8	4	5	118
Transports	3	15	2	3	25	2	3	5	3	3	64
Hotel restaurant	2	22	2	2	25	2	2	4	2	3	66
Service aux entreprises	2	14	1	2	25	1	2	3	2	1	53
Agro-Industrie	2	5	1	2	16		2	3	2	1	34
Banques et assurances	1	2	1	1	13	1	1	3	1	1	25
Boulangeries	1	30	1	1	10	1	1	2	1	1	49
Fabrication/mécan./élect.	1	5	1	1	5	1	1	1	1	1	18
Transformation/matière plastiques	-	2	1	-	3	1	-	1	-	1	9
Imprimerie/industri/papier	-	2	1	-	5	1	-	1	-	1	11
Transformation du bois	1	2	-	-	5	-	-	1	1	-	10
Industrie chimique	-	3	-	-	3	-	-	1	-	-	7
BTP	-	4	-	-	6	-	-	1	-	-	11
Sylviculture	-	3	-	-	3	-	-	-	-	-	6
Service non marchands	-	0	-	-	2	-	1	-	-	-	3

**Enquête nationale auprès des entreprises sur la corruption 2005 au Cameroun : Rapport méthodologique**

Textile et Cuir	-	5	-	-	3	2	-	-	-	-	10
Autres	-	14	2	1	-	-	-	-	-	-	17
TOTAL	25	240	24	25	269	25	25	48	25	25	731

*Tableau b: Répartition des grandes entreprises par branches: enquête grandeur nature*

BRANCHES	ADAMAOUA	CENTRE	EST	EXTREME NORD	LITTORAL	NORD	NORD OUEST	OUEST	SUD	SUD OUEST	TOTAL
Commece de gros	-	3	-	-	17	-	-	1	-	-	21
Service aux ménages	-	2	-	-	9	-	-	-	-	-	11
Transports	-	1	-	-	6	-	-	-	-	-	7
Hotel restaurant	-	1	-	-	5	-	-	-	-	-	6
Service aux entreprises	-	1	-	-	3	-	-	-	-	-	4
Agro-Industrie	-	1	-	-	2	-	-	-	-	-	3
Banques et assurances	-	1	-	-	3	-	-	-	-	-	4
Boulangeries	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2
Fabrication/mécan./élect.	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Transformation/matière plastiques	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Imprimerie/industri/papier	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Transformation du bois	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Industrie chimique	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	2
BTP	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1

**Enquête nationale auprès des entreprises sur la corruption 2005 au Cameroun : Rapport méthodologique**

Sylviculture	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	2
Service non marchands	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Textile et Cuir		-	-		-			-			-
Autres	-		-		2			-		-	2
<b>TOTAL</b>	-	10	1	-	56	-	-	2	-	-	69



**Enquête nationale 2006 auprès des entreprises sur la corruption au Cameroun : Rapport méthodologique**

**Annexe 2 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON DES ENTREPRISES PAR PROVINCE, BRANCHE D'ACTIVITES ET CATEGORIES POUR L'ENQUETE PILOTE**

*Tableau a : Répartition des autres entreprises par branches: enquête pilote*

BRANCHES	CENTRE	LITTORAL	TOTAL
Commerce de gros	5	5	10
Service aux ménages	3	3	6
Transports	2	2	4
Hôtel restaurant	3	3	6
service aux entreprises	1	1	2
Agro-Industrie	1	1	2
Banques et assurances			-
Boulangeries	2	2	4
Fabrication/mécan./élect.	-	-	-
Transformation/matière plastiques	-	-	-
Imprimerie/industri/papier	-	-	-
Transformation du bois	-	-	-
Industrie chimique	-	-	-
BTP	-	-	-
Sylviculture	-	-	-
Textile et cuir	1	1	2
Service non marchands	-	-	-
autres	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>36</b>

*Tableau -b: Répartition des grandes entreprises par branches: enquête pilote*

BRANCHES	CENTRE	LITTORAL	TOTAL
	1	1	2
	1	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>

## **Annexe 3 : QUESTIONNAIRE**

## **A- QUESTIONNAIRE VERSION FRANCAISE**

## **B- QUESTIONNAIRE VERSION ANGLAISE**

## **Annexe 4: MANUEL DE FORMATION**

## **Annexe 5: SPECIMEN DES BADGES D'IDENTIFICATION**

## **Annexe 6: PROJET DU PLAN OPERATIONNEL D'ANALYSE**